



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Brèves de la semaine du 6 juin

🍷 Budget régional de 91,5 MEUR pour l'année 2022 /23

La Communauté d'Afrique de l'Est a présenté jeudi dernier un budget prévisionnel de 91,5 MUSD pour l'exercice 2022-2023. 59 % du budget sera financé à parts égales par les États membres, tandis que 41 % devrait provenir des partenaires au développement. Le budget sera réparti de la manière suivante : 41,1 MUSD au secrétariat de la CAE ; 15 MUSD à l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est ; 3,8 MUSD à la Cour africaine de justice ; 8,2 MUSD à la Commission du bassin du lac Victoria ; 10,5 MUSD au Conseil inter-universitaire d'Afrique de l'Est. Le budget a subi une baisse de 30 MUSD au cours des cinq dernières années. Dans ce cadre, le Conseil des ministres de la région a annoncé une baisse probable du taux de croissance économique régional, qui passerait de 5,9 % à 5,3 % en 2022, en raison principalement de l'augmentation des prix des produits de base, compte tenu de la crise ukrainienne. Par ailleurs, les institutions de la région vont s'élargir avec l'intégration récente de la République démocratique du Congo. Ces facteurs suscitent des inquiétudes quant à la mise en œuvre des projets de la région.

🍷 *Serengeti Energy* lève 80 MUSD pour le développement de ses activités sur le continent

Le producteur d'électricité indépendant spécialisé dans le développement, la construction et l'exploitation de centrales hydroélectriques ou solaires, *Serengeti Energy*, fondé en 2013 et basé à Nairobi, a levé 80 MUSD auprès de plusieurs investisseurs afin d'accélérer son expansion sur le continent africain. STOA, le fonds à impact français créé par la Caisse des Dépôts et l'AFD, est le principal investisseur (35 MUSD), suivi par Proparco, filiale de l'AFD dédiée au secteur privé (25 MUSD), et *Swedfund*, agence suédoise de financement du développement (20 MUSD). Cette levée de fonds constitue une étape importante dans la réalisation des objectifs de *Serengeti Energy*, d'exploiter un portefeuille d'actifs de plus de 300 MW d'ici 2030. L'entreprise possède actuellement sept actifs en exploitation en Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Rwanda, Ouganda) et deux en construction au Malawi et en Sierra Leone, pour une capacité de près de 70 MW. Parmi les récents projets notables dans la région, la centrale hydroélectrique de Nyamwamba II (9,2 MW) en Ouganda a été mise en service en

mai 2022. La centrale développée et exploitée par Serengeti, injecte sa production dans le réseau ougandais dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité (PPA) de 20 ans.

Proparco, à travers l'initiative FISEA+ du groupe AFD, vient de clôturer un tour de table de 12 MUSD avec Maris Limited Power

Cet investissement, contribuant à la lutte contre le changement climatique, financera des start-ups et des PME dans les énergies renouvelables, l'agriculture et les services aux entreprises, avec des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) négatives pour les activités concernées. Depuis 2009, Maris qui est un investisseur à impact expert des marchés frontières d'Afrique orientale et australe, a construit un portefeuille de 20 PME dans 11 pays d'Afrique orientale et australe (notamment Kenya, Somalie, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Soudan du Sud), en particulier dans des pays fragiles tels que le Zimbabwe, le Soudan du Sud et le Mozambique. En collaboration avec des partenaires commerciaux locaux, Maris poursuit une stratégie d'investissement majoritaire et, à ce jour, a soit créé, soit redressé toutes les sociétés investies. Ce faisant, Maris a créé plus de 2 500 nouveaux emplois directs et maintenu plus de 500 emplois existants. Les femmes représentent 40 % de l'emploi total, ce qui qualifie Maris pour le 2X Challenge, une initiative mondiale dédiée au financement de projets contribuant à l'égalité femmes-hommes.

Burundi

Des représentations diplomatiques appelées à promouvoir l'investissement étranger

L'agence de développement du Burundi (ADB) recommande une collaboration étroite avec le ministère des Affaires étrangères pour accroître les investissements directs étrangers (IDE) au Burundi. Le Burundi compte environ 30 ambassades et consulats dans le monde. Le directeur général de l'ADB les exhorte donc à identifier et à rassembler les investisseurs pour accélérer les IDE, l'objectif étant de doubler le nombre d'investisseurs étrangers au Burundi chaque année. D'après lui, des réformes sont déjà opérées pour favoriser ces investissements :

la stabilité politique ; la sécurité ; un code des investissements attractif et l'implication des hautes autorités du pays dans la promotion des affaires. Néanmoins, selon l'ADB, l'exercice d'attirer les investisseurs se heurte à certains défis tels que l'insuffisance du budget pour les kits de promotion, une diaspora peu sensibilisée, ou la barrière linguistique.

Comores

Pas de brève cette semaine

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Subvention de la BAD pour la résilience climatique dans le bassin de Ziway-Shallah

En marge des Assemblées annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAD) qui se sont tenues à Accra du 23 au 27 mai, un accord de subvention de 830 000 USD a été signé entre Semereta Sewasew, la secrétaire d'État au ministère des Finances éthiopien et le vice-président de la BAD Kevin Kariuki. Cette subvention accordée par le Fonds d'investissement climatique (FIC) dont la BAD est l'une des agences d'exécution, vise à améliorer la gestion des risques climatiques et renforcer la résilience dans la planification et le développement économique du sous-bassin de Ziway-Shallah (vallée du Rift central). Cette subvention permettra de soutenir les communautés vivant dans cette zone – la plus humide du pays – et dépendant de l'agriculture pluviale, en mettant en œuvre : (i) un plan de développement des ressources en eau ; (ii) une stratégie d'investissement pour le sous bassin ; et (iii) un plan de répartition de l'eau. En soutenant ce projet, la BAD vise à promouvoir la sécurité de l'accès à l'eau, dans une région fortement affectée par la sécheresse, et renforcer la

protection de la biodiversité ainsi que la gestion des bassins-versants.

Achat de 5 Boeing 777 cargo par Ethiopian Airlines

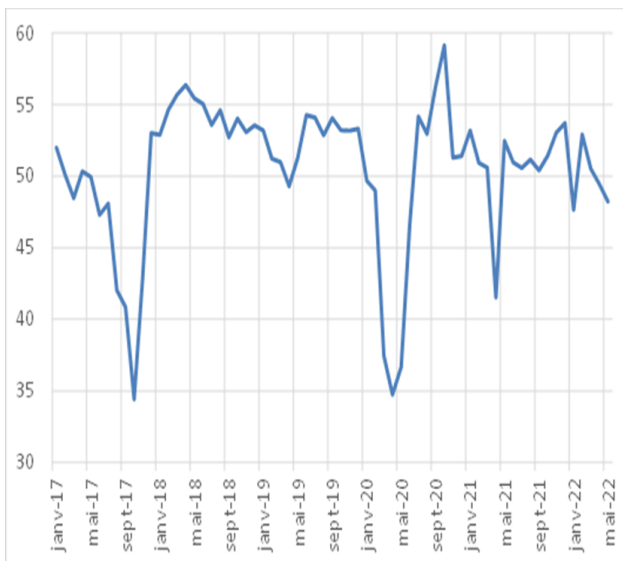
Ethiopian Airlines Group (EAG) a commandé cinq Boeing 777 cargos. Avec 66 centres de fret sur quatre continents, le groupe cherche à renforcer sa flotte de cargo (9 Boeing 777 actuellement avec une capacité de charge utile de 107 tonnes). En effet, EAG dispose actuellement trois cargos 737-800 convertis, ainsi qu'une flotte de passagers comprenant plus de 80 jets Boeing. Le groupe a développé *Ethiopian Cargo & Logistics Services*, l'aile d'opérations de fret, à la suite de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des perturbations pour les vols de passagers. Cet accord intervient après la nomination de Mesfin Tassew au poste de CEO du groupe, suite à la « retraite anticipée » de M. Tewelde Gebremariam qui a dirigé EAG pendant 11 ans.

🍷 Kenya

Troisième baisse consécutive du PMI en mai 2022 (48,2)

Le *S&P Global Kenya Purchasing Managers' Index (PMI ; indice qui mesure la performance mensuelle des secteurs de l'agriculture, des mines, de l'industrie manufacturière, des services, de la construction et des ventes au détail ; lorsque celui-ci est supérieur à 50, il indique une expansion de l'activité par rapport au mois précédent, inférieur à 50 signifie au contraire une contraction de l'activité par rapport au mois précédent)* est tombé à 48,2 points en mai 2022, contre 49,5 en avril et, respectivement 50,5 et 52,9 en mars et février 2022. Dans l'enquête mensuelle, la production et les nouvelles commandes ont encore diminué, principalement en raison des pressions inflationnistes, qui ont eu un impact sur les coûts d'exploitation et sur la demande domestique. En

conséquence, l'emploi a également continué de baisser. Les différentes entreprises interrogées évoquent la hausse des coûts du carburant, le renforcement du dollar face au shilling kenyan et la pénurie de certains intrants en raison de la guerre en Ukraine pour expliquer ce ralentissement de l'activité.



Graphique 1 : Evolution du S&P Global Kenya Purchasing Managers' Index, juin 2022

La Banque mondiale prévoit une croissance de 5,5 % pour le Kenya cette année

Dans le *Kenya Economic Update*, la Banque mondiale prévoit que l'économie kenyane ralentira à 5,5 % cette année, alors que le Trésor prévoit une croissance de 6 %. Cette prévision s'inscrit dans un contexte d'inquiétude quant à l'impact de la sécheresse et de la hausse des prix des produits de base. Selon l'institution, le pays recevra des pluies inférieures à la moyenne qui affecteront négativement les performances agricoles, laissant près de 3,1 millions de Kenyans dans le besoin d'une aide alimentaire. Les prix élevés des produits de base sont le résultat de la guerre en Ukraine qui fait grimper l'inflation dans le pays. Le Kenya doit également se préparer à l'imminence des élections générales. Le pays a

l'habitude de ralentir pendant et après les élections, lorsque les entreprises mettent leurs décisions d'investissement en attente d'un retour à la normale. La croissance économique, par exemple, a ralenti à 4,8 % en 2017 à la suite du scrutin présidentiel âprement disputé, contre 5,9 % un an plus tôt. Plus encore, en 2008, les conséquences de l'élection présidentielle de décembre 2007 ont fait plonger l'économie à une croissance de 0,2 % contre 6,9 % l'année précédente. L'exception notable a cependant été en 2013, lorsque l'économie a connu une croissance de 5,8 % après que la Cour suprême a résolu à l'amiable un conflit présidentiel, contre 4,6 % l'année précédente.

Pwani Oil vend des produits locaux en dollars en raison de la pénurie de dollars

Pwani Oil Products Ltd, connue pour la fabrication d'une gamme d'huiles et de graisses de cuisson ainsi que de savons, demande désormais à ses clients de payer leurs marchandises en dollars, invoquant des difficultés à obtenir un stock suffisant de la devise américaine pour acheter des matières premières à l'étranger. Selon le directeur commercial de l'entreprise, ils n'ont pu accéder qu'entre 500 000 USD et 1,0 MUSD par jour contre un besoin de 2,0 à 2,5 MUSD par jour. Il a ainsi clarifié une lettre du 25 mai adressée à ses clients sur le besoin de dollars pour les achats locaux, affirmant quand même que l'utilisation de la monnaie américaine est facultative. *Pwani Oil* avait temporairement arrêté une partie de ses opérations le 6 juin en raison d'une pénurie de matières premières, invoquant ce phénomène. Ces derniers mois, les industriels, par l'intermédiaire de leur lobby, la *Kenya Association of Manufacturers (KAM)*, ont sonné l'alarme sur la pénurie de dollars et sur leurs difficultés à régler leurs obligations envers les fournisseurs étrangers en temps voulu. L'association indique également que la pénurie a conduit ses membres à acheter le dollar à plus de 120,0 KES, alors que le taux de change officiel de la banque centrale était de 116,8 KES, ce qui a alimenté les craintes d'un marché parallèle des

changes. Le gouverneur de la Banque centrale du Kenya, Patrick Njoroge, a écarté mardi dernier les craintes que la pénurie persistante de dollars ne déclenche l'émergence d'un taux de change parallèle. Patrick Njoroge a maintenu que le marché des changes traite environ 2,0 Mds USD de la devise américaine chaque mois, ce qui, comme il l'a indiqué, est suffisant pour répondre à la demande des importateurs et des entreprises pour des paiements tels que les dividendes.

Madagascar

Colas solarise sa carrière d'Ambokatra

Colas Madagascar, filiale du groupe Bouygues, a inauguré une centrale photovoltaïque qui alimentera sa carrière d'Ambokatra (Toamasina, côte est), qui fournit les matériaux de construction de l'île. Installée par Green Energy Solutions (GES) - une coentreprise entre le groupe malgache Axian et la filiale du groupe français Casino, GreenYellow - la centrale, d'une capacité de 148 kWc, équipée de 200 panneaux photovoltaïques et d'un système de stockage par batterie, permettra d'alimenter l'ensemble de la carrière. Ce projet s'inscrit dans un contrat de sept ans signés entre Colas Madagascar et GES en 2021, stipulant le financement de l'ensemble du projet par GES et le paiement de la facture d'électricité par Colas. L'entrée en phase d'exploitation de cette centrale vient ainsi renforcer le partenariat entre le groupe Axian et GreenYellow, qui ont récemment achevé le projet d'extension de la centrale solaire d'Ambatolampy (passage de 20 à 40 MWc) qui alimente le réseau de l'entreprise publique d'électricité et d'eau Jirama.

Maurice

Pas de brève cette semaine

Ouganda

Face à une inflation annuelle qui atteint 6,3% en mai, la Banque centrale ougandaise a décidé de resserrer sa politique monétaire

Dans sa publication mensuelle sur l'évolution de l'Indice de Prix à la Consommation (IPC), le Bureau des statistiques d'Ouganda (UBOS) a annoncé que l'inflation, en glissement annuel, était passée de 4,9% en avril à 6,3% en mai. Selon l'UBOS, cette hausse est le résultat d'une augmentation des prix de plusieurs produits : diesel (+54%), alimentaires (+11%), transports (+4,4%) et soins personnels (+3,9%). Face à cette situation, qu'il explique par des facteurs exogènes (perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à la COVID-19; guerre en Ukraine), le gouvernement avait annoncé qu'il n'interviendrait pas avec des mesures de soutien budgétaires. De son côté, la Banque centrale ougandaise (BoU) a décidé de resserrer sa politique monétaire en augmentant de 1 point de pourcentage le taux directeur - pour qu'il atteigne 7,5%. Outre l'incertitude et le risque d'aggravation de la situation économique, cette décision s'explique également par une prévision de la BoU d'une hausse continue de l'inflation annuelle jusqu'en 2023 (au-delà des 7,0% attendus en 2022), avant de redescendre graduellement pour se rapprocher de l'objectif à moyen terme de 5,0% en 2024. La BoU s'est d'ailleurs engagée à maintenir sa politique monétaire restrictive « jusqu'à ce que l'inflation soit fermement contenue autour de l'objectif de moyen-terme ».

Rwanda

Pas de brève cette semaine

📍 Seychelles

Pas de brève cette semaine

📍 Somalie

Plusieurs chefs d'Etats et représentants de gouvernements présents à l'intronisation du nouveau Président.

A l'occasion de l'intronisation du nouveau président somalien Hassan Sheikh Mohamud, élu le 15 mai dernier, plusieurs chefs d'Etats, représentants de gouvernements et diplomates se sont rendus à Mogadiscio. Etaient notamment présent le président kényan Uhuru Kenyatta, marquant le renforcement des relations bilatérales après plusieurs mois de tensions commerciales, le président djiboutien Omar Ismale Guelleh, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. Le Premier ministre égyptien, Mostafa Kamal Madbouly, ainsi que le second Vice-président du Soudan du Sud Taban Deng Gai et le ministre de la Défense ougandais Vicent Bamulangaki ont également fait le déplacement. La France a pour sa part été représentée par l'Ambassadrice au Kenya et en Somalie, Aline Kuster-Ménager.

📍 Soudan

Restructuration des sociétés publiques, dont celles à but commercial appartenant au complexe militaire.

Selon le ministre des Finances, Gibril Ibrahim, le Soudan lancerait un processus de privatisation et de fermeture des entreprises publiques, dont celles appartenant au complexe militaire, à

l'exception des entreprises spécialisées dans l'armement. Selon le ministre, le nombre de ces entreprises s'élève à 650. De plus, il a réaffirmé l'engagement de son ministère à poursuivre les réformes économiques proposées au début de la période transitoire.

Lancement d'une nouvelle coupure de 1000 SDG.

La Banque centrale a annoncé l'émission d'un nouveau billet de 1000 SDG (soit environ 1,7 USD au taux bancaire actuel), sans préciser sa date de mise en circulation. D'après des rumeurs, le lancement de cette nouvelle coupure aura lieu ce mois-ci. Il se justifie par l'hyperinflation que connaît le Soudan depuis de nombreux mois (+263% au mois de mars en glissement annuel). La Banque centrale a commencé à retirer du marché les petites coupures de 2, 5, 10 et 20 SDG. A ce jour, le billet de 500 SDG est la plus haute dénomination.

📍 Soudan du Sud

Le conseil des ministres du Soudan du Sud approuve le budget de 2,71 Mds USD pour l'exercice 2022/2023


Lors d'une réunion présidée par le président Salva Kiir, le Conseil des ministres du Soudan du Sud a approuvé un budget de 2,7 Mds USD pour l'exercice 2022/2023, soit une hausse de 1,2 Md USD par rapport à la première version (budget initial de 1,5 Md USD). Ce budget devra être adopté par le parlement ce mois-ci. Pour rappel, le Parlement avait adopté en mars le budget de 1,9 Md USD pour l'exercice 2021/2022 en cours. Après deux années sans budget approuvé par le parlement, le Soudan du Sud essaie de renouer progressivement avec le calendrier budgétaire officiel. Cet effort est une première étape vers l'objectif d'un retour à la discipline budgétaire, un des objectifs du

programme de réforme de la gestion des finances publiques appuyé par les partenaires au développement, principalement la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Tanzanie

Accord avec les services du FMI pour un programme de 1,0 Md USD

Suite à une mission dans le pays, les services du FMI ont déclaré avoir conclu avec les autorités tanzaniennes un accord pour un programme au titre de l'*Extended Credit Facility (ECF)* pour un montant de 1,0 Md USD. Selon le communiqué publié par le FMI, le programme sera centré sur le soutien à la reprise économique postpandémie et à la gestion des retombées économiques de la guerre en Ukraine, tout en préservant la stabilité économique du pays sur le long terme. Ce financement devrait également, toujours selon le FMI, contribuer à stimuler les investissements du secteur privé et à catalyser le soutien financier des partenaires de développement. Le programme doit encore être approuvé par le conseil d'administration du FMI.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor